



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Retraites : pour vaincre Macron, soyons offensifs !

Nos retraites, ce n'est pas une faveur après une vie de travail. Cela doit être une nouvelle liberté.

Le travail, dirigé par les méthodes capitalistes brutales, devient souvent insupportable. Beaucoup attendent la retraite. Les lois Sarkozy et Hollande obligent à attendre 63 ans pour une pension décente. Alors 65 ans, c'est non. Augmenter les annuités, c'est non aussi.

La richesse pour verser les retraites est produite par le travail de toutes et tous. Pas par ceux qui touchent des profits ou dividendes. Cela garantit aussi la Sécurité sociale, le droit à la santé, aux indemnités de chômage, scandaleusement rabotées par Macron. C'est donc à nous tous de décider. La retraite est un temps de liberté et d'activités nouvelles : associations, vie publique, participation à une nouvelle économie solidaire (COOP).

Macron est isolé

Macron retarde au 10 janvier l'annonce de son cadeau empoisonné de fin d'année. Il craint une mobilisation massive du monde du travail.

Depuis des mois, il ne cesse de donner des coups de menton : il faudrait aller vite ! Tantôt il fait des annonces fracassantes dans des dîners à l'Élysée, tantôt il veut un simple amendement à une loi de finance. Il désigne le pays comme fainéant et veut imposer de travailler « plus longtemps », alors que l'espérance de vie en bonne santé est en train de diminuer.

Macron s'acharne mais ne convainc pas. Alors il fait semblant d'écouter ses conseillers, ses ministres et il retarde le moment décisif.

Une chose n'est pas possible : espérer amadouer les députés de droite LR, pour avoir une majorité au Parlement, et en même temps attirer les salarié-es et les syndicats !

Pour une unité syndicale offensive !

65 ans, c'est non. Selon un sondage IFOP, 77% des Français estimaient au printemps que Macron devait retirer les 65 ans de son projet présidentiel. Qu'il ne vienne pas nous dire que c'est un mandat pour son deuxième quinquennat !

Ce projet violent est rejeté par tous les syndicats sans exception. L'unité syndicale est une bonne nouvelle. Le syndica-

lisme doit faire front jusqu'au bout. Son avenir est en jeu.

Et pour gagner, il faudra des contre-propositions.

Les grèves pour les salaires donnent la bonne voie aussi pour les retraites !

Les grèves pour les salaires sont nombreuses. Augmenter les salaires, c'est acquérir un pouvoir sur la société en crise, c'est consolider les ressources pour les retraites. « On » nous parle d'un déficit annuel de 10 milliards, **mais c'est moins de 3% du total des retraites !** (340 milliards) . E. Borne menace : il manquera 100 milliards en 2030...

La solution existe : accroître la part de richesses qui va au travail, prendre sur les profits, sur les dividendes (70 milliards en 2021).

- Augmenter les salaires comme l'inflation (6,5%) dégagerait plus de 6 milliards de recettes nouvelles
- Egaliser vraiment les salaires des femmes et des hommes permettrait d'encaisser 5,5 milliards
- Exiger du patronat qu'il paye toutes ses cotisations, sans les exonérations qui se montent à 65 milliards annuels.
- Moins de 1% d'augmentation des cotisations garantirait la pérennité du système.

Avec toutes ces mesures cumulées, on pourrait revenir au départ à 60 ans.

2023 : le projet Macron ne passera pas !

Cela commence par un mouvement social unitaire avec tous les syndicats.

Mais aussi une alliance avec les forces de gauche et écologistes de la NUPES. Réunions publiques partout en janvier, préparation des grèves, des manifestations, des « marches » : inventons la prise de contrôle du monde du travail sur le droit au salaire et à la retraite de la sécurité sociale.

**Bonnes fêtes de fin d'année
à chacune et chacun
d'entre vous !**

IRAN : processus révolutionnaire, répression, émancipation

Trois mois après l'assassinat de la jeune kurde Jina Masha Amini par la police des mœurs, les manifestations continuent, avec souvent de très jeunes filles et jeunes gens (lycéen.nes, étudiant.es...). Des symboles de la ségrégation spatio-sexuelle sont remis en cause, par exemple, des étudiantes vont manger dans les réfectoires des garçons, une situation qui a été légalisée par la suite.

Mais la répression continue aussi : l'usage fréquent d'armes létales par les forces armées est confirmé, de nombreux.ses manifestant.es sont blessé.es ou tué.es par balles réelles, tirées parfois à brève ou très brève distance. Les arrestations se multiplient (le chiffre de 15 000 est cité), des procès iniques (inculpés torturés, violations systémiques des droits de la défense...) condamnent des jeunes, parfois à mort, les premières exécutions ont eu lieu (y compris en public, comme la pendaison d'un jeune homme à Mashad), d'autres sont annoncées... Le bilan est de plus en plus dramatique (probablement plus de 500 morts à ce jour).

Et malgré cette répression, le processus révolutionnaire se maintient, voire s'accroît, aussi bien à Téhéran, vaste mégapole de plus de 10 millions d'habitants, centre du pouvoir et de sa contestation, que dans l'ensemble du pays, avec deux points particuliers, le Baloutchistan et le Kurdistan où vivent des minorités ethno-religieuses sunnites, mais ne réclamant pas leur indépendance (sauf quelques courants minoritaires), seulement, et c'est déjà très important dans la République islamique, une plus grande autonomie. Les manifestations organisées du 5 au 7 décembre à l'occasion de la Journée des étudiants (commémoration de l'assassinat le 7 décembre 1953 par la police du Shah de trois étudiants de gauche lors de la visite de Richard Nixon) ont été un succès qui a largement dépassé le milieu universitaire : fermeture de bazars et grèves dans de nombreuses villes.

Pour l'instant, la réponse du pouvoir (malgré quelques mesures homéopathiques et une pseudo dissolution de la « police des mœurs ») est une violence systémique, mais il semble bien que des divergences se développent dans le clergé chiite (ce qui n'est pas une nouveauté) et le personnel politique : l'ex-président « réformateur » Khatami (1997-2005) a exprimé son soutien au slogan "Femmes, vie, liberté" et s'est prononcé contre les arrestations d'étudiants. Ces divergences s'étendent aussi parmi les forces répressives, en particulier dans la police, souvent proche des populations qu'elle est censée surveiller : plus d'une centaine de policiers ont été arrêtés ces dernières semaines pour avoir manifesté. De ce fait, la répression, pour terrible qu'elle soit, est moins meurtrière que celle de 2019 : 1500 morts (au moins) en un mois. La victoire de ce processus révolutionnaire sur la dictature des mollahs n'est aucunement assurée, mais ce processus a deux atouts fondamentaux : la population n'a plus peur de la dictature et elle sait qu'elle est engagée dans un combat long, mais au bout, il y a l'espoir de l'émancipation

Jacques Fontaine, 16-12-2022



Où va la gauche radicale ?

Le week-end des 10 et 11 décembre a été riche en événements à gauche, avec des inquiétudes fortes et de petits motifs d'espoir.

A la France Insoumise, il était prévu une convention pour réorganiser le mouvement et lui donner des structures en conformité avec les exigences démocratiques des nouveaux et nouvelles militant.es. Le moins que l'on puisse dire est que le résultat n'est pas à la hauteur. Comme le dit Clémentine Autain, « *la direction a été choisie par cooptation, ce qui favorise les courtisans et ce qui contribue à faire taire la critique* ». Elle, comme François Ruffin, mais aussi Raquel Garrido et Alexis Corbière ont donc été mis.es de côté. Alors que la FI représentait une ouverture pour une autre gauche, militante et radicale, portée par le succès de Jean-Luc Mélenchon à la Présidentielle, la fermeture manifestée le week-end dernier est en contradiction avec les valeurs démocratiques que doit proposer la gauche : on ne peut pas prôner une autre société et diriger un mouvement comme le font les responsables actuels de la FI. Ces méthodes sont contestées aujourd'hui. Pour que la France Insoumise représente un réel espoir, il convient qu'elles soient rejetées par les militant.es.

Au NPA, autre lieu d'espoir à gauche, c'est une scission qui est intervenue, le parti se divisant en deux. Comme toute divi-

sion, cela entraîne un découragement des militant.es. Ceci dit, une partie des camarades du NPA se dit favorable à la radicalité et à l'unité. Ce sont celles et ceux qui ont discuté avec la NUPES avant les élections législatives, même si l'accord ne s'est pas fait. Cette attitude indique, de la part du groupe autour d'Olivier Besancenot et Christine Poupin, une volonté de prendre en compte l'aspiration à l'unité incarnée par la mise en place de la NUPES. En ce sens, c'est positif si cela permet de rompre avec le sectarisme passé.

Rassembler pour offrir une espérance radicale à gauche. C'est ce que nous proposons, à Ensemble ! Mais nous ne pouvons le faire seul.es. Parce qu'il nous faut plus de forces. Mais aussi parce que nous sommes attaché.es à ce que se mette en place un mouvement qui représente des sensibilités et des histoires diverses. C'est de cette diversité que peut naître un mouvement véritablement représentatif de ce qu'est aujourd'hui la radicalité anticapitaliste et écologiste, féministe et antiraciste. Une radicalité qui se propose de rassembler largement à gauche contre la menace d'extrême droite et les politiques de droite. Une radicalité pour qui la démocratie est au cœur de son fonctionnement. Comme elle doit être au cœur de la société que nous voulons.